

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

□ Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

11 mai Décret 2010-324 portant organisation du ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé 390

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

- Nomination 391

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

- Attribution 391
- Autorisation 393

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Admission 393

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

- Annonce légale 394

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

Décret n° 2010-324 du 11 mai 2010 portant organisation du ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-233 du 13 août 2009 fixant la réorganisation des directions des études et de la planification au sein des ministères ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décète :

Titre I : De l'organisation

Article premier : Le ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé comprend :

- le cabinet ;
- les directions et services rattachés au cabinet ;
- les directions générales.

Chapitre 1 : Du cabinet

Article 2 : Placé sous l'autorité d'un directeur, le cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du ministre et par délégation, les questions politiques, administratives et techniques relevant du ministère.

La composition du cabinet et les modalités de nomination de ses membres sont fixées par la réglementation en vigueur.

Chapitre 2 : Des directions et du service rattachés au cabinet

Article 3 : Les directions et le service rattachés au cabinet sont :

- la direction des études et de la planification ;
- la direction du contrôle et de l'orientation ;
- la direction de la coopération ;
- l'antenne nationale de la propriété industrielle.

Section 1 : De la direction des études et de la planification

Article 4 : La direction des études et de la planifica-

tion est régie par des textes spécifiques.

Section 2 : De la direction du contrôle et de l'orientation

Article 5 : La direction du contrôle et de l'orientation est régie par des textes spécifiques.

Section 3 : De la direction de la coopération

Article 6 : La direction de la coopération est dirigée et animée par un directeur. Elle est chargée, notamment, de :

- participer à la définition et au suivi de la politique de coopération dans les domaines de l'industrie et de la promotion du secteur privé ;
- suivre l'application des accords, des conventions et traités internationaux dans les secteurs de l'industrie et de la promotion du secteur privé ;
- suivre les conventions d'établissement signées entre l'Etat, les promoteurs privés ou les sociétés d'économie mixte dans le cadre de la charte des investissements et procéder à leur évaluation périodique ;
- définir et établir les relations avec les ministères intéressés dans le domaine de l'industrie et de la promotion du secteur privé ;
- identifier les opportunités de partenariat entre l'Etat et le secteur privé.

Article 7 : La direction de la coopération comprend :

- le service de la coopération bilatérale;
- le service de la coopération multilatérale.

Section 4 : De l'antenne nationale de la propriété industrielle

Article 8 : L'antenne nationale de la propriété industrielle est régie par des textes spécifiques.

Chapitre 3 : Des directions générales

Article 9 : Les directions générales, régies par des textes spécifiques, sont :

- la direction générale de l'industrie;
- la direction générale de la promotion du secteur privé.

Titre II : Dispositions diverses et finales

Article 10 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 11 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 12 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 11 mai 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO.

Le ministre d'Etat, ministre du développement industriel et de la promotion du secteur privé,

Rodolphe ADADA.

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO.

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS.

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

NOMINATION

Décret n° 2010-325 du 11 mai 2010 : Mme **KOUNKOU** née **SILOU (Françoise Valentine Rose)**, magistrat hors hiérarchie, 3^e échelon, est nommée inspecteur des juridictions et des services judiciaires.

Mme **KOUNKOU** née **SILOU (Françoise Valentine Rose)** percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Mme **KOUNKOU** née **SILOU (Françoise Valentine Rose)**.

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

ATTRIBUTION

Arrêté n° 2843 du 21 avril 2010. La société Million Well Holding Ltd, domiciliée : face PSP Massengo, tél : 638-65-11 / 324-02-94, Brazzaville, République du Congo, est autorisée à procéder à des prospections minières valables pour l'or et les substances connexes dans la zone de Ndouba dans le département de la Cuvette-Ouest.

La superficie de la zone à prospector, réputée égale à

658 km², est définie par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitude	Latitude
A	13°57'00" E	0°05'00" S
B	14°11'17" E	0°05'00" S
C	14°11'17" E	0°17'00" S
D	14°08'42" E	0°17'00" S
Frontière	Congo	- Gabon

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice de la surveillance administrative, la société Million Well Holding Ltd est tenue d'associer aux travaux de prospection les cadres et techniciens de la direction générale de la géologie.

Les échantillons prélevés au cours des travaux, destinés à des analyses ou des tests à l'extérieur du territoire congolais doivent faire l'objet d'un certificat d'origine, délivré par le directeur général de la géologie.

La société Million Well Holding Ltd est tenue de faire parvenir, chaque fin de trimestre, les rapports des travaux à la direction générale de la géologie.

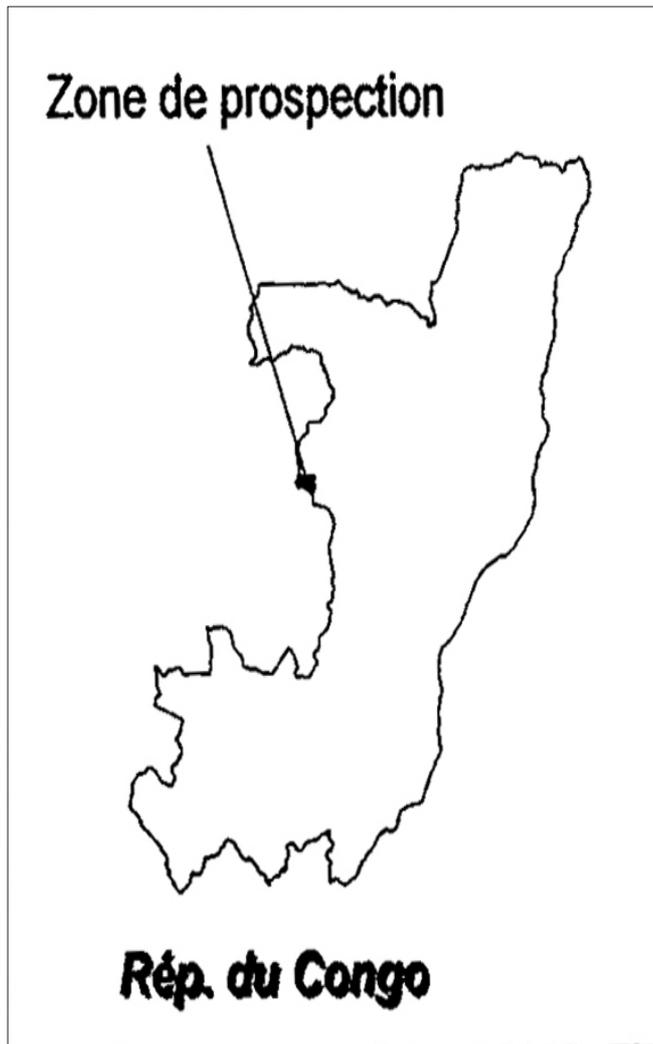
Conformément aux dispositions des articles 149 et 151 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant Code minier, la société Million Well Holding Ltd bénéficie de l'exonération de tous les droits et taxes à l'importation et de toutes taxes intérieures sur les matériels et matériaux nécessaires à l'exécution des travaux de prospection minière.

Toutefois, la société Million Well Holding Ltd doit s'acquitter d'une redevance superficielle, conformément aux textes en vigueur.

Conformément aux articles 91 et 92 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant Code minier, l'autorisation de prospection visée par le présent arrêté peut, en cas de non exécution ou d'arrêt des travaux pendant trois fois consécutifs sans raison valable, faire l'objet d'une suspension ou d'un retrait.

La durée de validité de la présente autorisation de prospection est de douze mois, renouvelable dans les conditions prévues par le Code minier.

Le directeur général de la géologie est chargé de veiller à l'application des présentes dispositions.



AUTORISATION

Arrêté n° 3453 du 10 mai 2010. En application de dispositions de articles 45 et 46 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant Code minier et des articles 59, 60, 61, 63 du décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles de la surveillance administrative, il est attribué à la société Agil Congo s.a une autorisation d'exploitation de type industriel d'un site aurifère alluvionnaire dans les limites du permis Ngoyboma-Lebay, dans le district de Kellé.

Le site d'exploitation est défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	14°18'24"	0°3'40"
B	14°18'35"	0°3'40"
C	14°18'35"	0°3'24"
D	14°18'24"	0°3'24"

L'autorisation d'exploitation visée à l'article 1^{er} ci-dessus est accordée pour une durée de cinq ans. Il peut faire l'objet d'une transformation en permis d'exploitation dans les conditions prévues par le Code minier.

Conformément aux dispositions des articles 3 et 157 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant Code minier, la société Agil Congo s.a. doit s'acquitter d'une redevance minière à taux fixe.

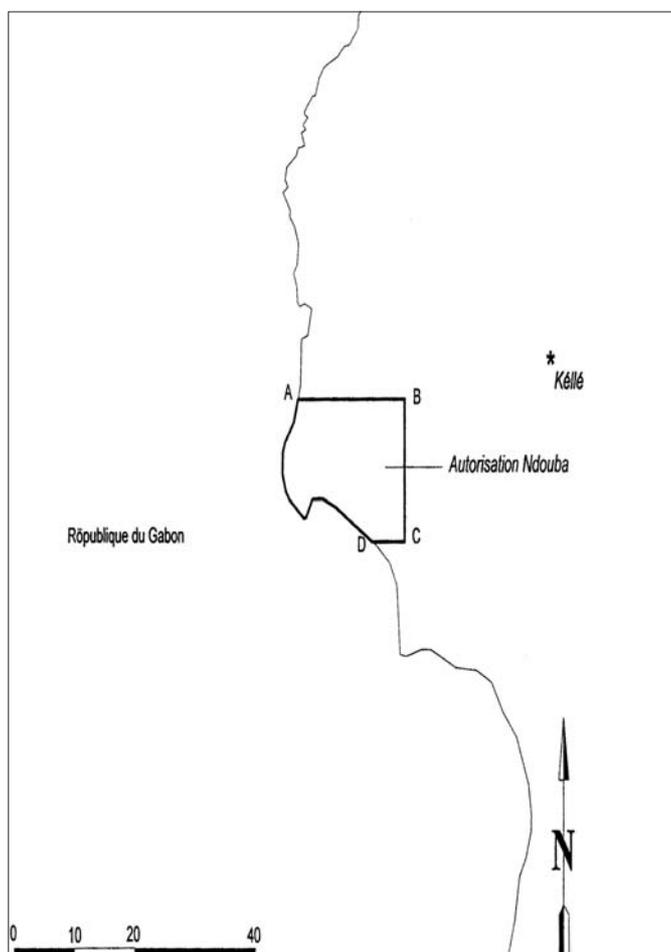
Une étude d'impact sur l'environnement portant sur l'activité de production et de traitement de l'or doit être présentée avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ADMISSION

Arrêté n° 3396 du 7 mai 2010. Sont déclarés admis en qualité d'élèves de l'école nationale d'administration et de magistrature, département des carrières judiciaires, cycle supérieur, filière : magistrature, session de novembre 2009, les candidats dont les noms et prénoms suivent :

1. **SAMA-MOGNIMBA (Ocasso)**
2. **MOYEN KEPIEBE (Nature)**
3. **MBONGO (Samuel Ulrich)**
4. **MOUNZEO IWANGOUS (Aimé Fiacre Saquaine)**
5. **GANDOU (Alexandrine Doréa)**
6. **MAMPAHA (Michel Whesfally)**



7. **BENONTADIDI (Léger Evrard)**
8. **MATSIONA MASSENGO (Destin Jefford Adas)**
9. **BINDIKOU (Ryssie Meng)**
10. **MASSOUEMA (Sley Paterson Lionel)**
11. **ZISSI BINTEBE (Olga Blanche)**
12. **AKOUALA (Habib Venceslas)**
13. **BALOU (Dick Sidney Ulrick)**
14. **ONGALE-OKOUMOU (Dimitri Firmin)**
15. **OPOKI (Roméo James)**
16. **SENDE BONAZEBI (Pardelia Vivene)**
17. **NGOKA (MAMI Emilie)**
18. **OKISSAKOSSY ABONAYELE (Dina Dorelle Tetia)**
19. **MABIKA BAZENGUISSA (Bison Chrislain)**
20. **ATABA (Roland)**
21. **FILANKEBO (Doriane Christelle)**
22. **TENDY FANGO (Reno Wéber Von Epsier)**
23. **NGOLO NGAMPIO (Providence Géa-Pathy)**
24. **GAIKO (Darian Bardin)**
25. **MABONDZO (Bénédicté Eléonore)**
26. **MAKOSSO (Edi Blaise)**
27. **NZILA TOMBET (Hugues)**
28. **ITOUA NGAPORO (Doryane Marlène)**
29. **NGOKA APENDI EKO (Horty Melanges)**
30. **MONEKENE MBILA (Sandrine Alida Diane)**
31. **MALONGA (Eric Clinchard)**
32. **NGOLO NGAMBOU (Sarah Eladre)**
33. **BOSSALI (Urbain)**
34. **NKOUNKOU MATONDO (Ravel Athel)**
35. **SAMBA KINOUBANI (Hermann Romaric)**
36. **KINKELA (Princesse Katuixia)**
37. **GAMPO EBARA (Davin Clovy)**
38. **NKOUKA NGOMA (César Arnauld)**
39. **OKASSA (Aristide)**
40. **MAYELA (Alida Natacha)**
41. **OKIELI (Victorien)**
42. **TSETSA (Guy Saturnin)**
43. **ONDZIE-NGOUALOKI (Nathalie)**
44. **OKANA- DOUNIAMA (Firmin)**
45. **BAMBA (Saturnin Lovel)**
46. **MOMBONDE MAMBOULI (Dariase)**
47. **ITOUA-LAWAYA (Amouriche Zodiac)**
48. **ARMEL IBONO (Ulrick)**
49. **OMBONDZO-SEBI (Gaston Baptiste Joseph)**
50. **ETOU M'BAN-IMBA (Sylver)**
51. **MOUKIAMA (Alix Romain)**
52. **NGUEMBI (Viguié Carmen).**

Arrêtée la présente liste a cinquante-deux noms.

Arrête n° 3397 du 7 mai 2010 : Sont déclarés admis en qualité d'élèves de l'école nationale d'administration et de magistrature, département des carrières judiciaires, cycle supérieur, filière : magistrature, session d'octobre 2009, les candidats dont les noms et prénoms suivent :

1. **MINZELET (Estelle Nadège)**
2. **MOUFOUTA (Christin Noriel Rachid)**
3. **ONDONDA (Aude Trésor)**
4. **OUETINIGUE (Frédéric)**

5. **KOUTIOTIOLO NGOMA (Fabrice)**
6. **N'GOMA (Roland Romaric)**
7. **MONGO (Constant Claude Alain)**
8. **SAMBA MOUSSINGA (Virgile Rivet)**
9. **EMA (Serge Lionel)**
10. **MELANDA EBOUA (Habib Destin)**
11. **BABOUNGOU (Caroline Stevie Brusnele)**
12. **NGOYE (Donald Cédric)**
13. **MBENGOU (Roméo)**
14. **MILANDOU (Mildia Harold Cardorel)**
15. **PEMBA TATY (Michel John Alain)**
16. **LEKALY (Carmen Sheila)**
17. **LOEMBE KADDY (Garonne Gironde)**
18. **NGONDO (Elvire Pressia)**
19. **KIMINO (Paul Claver)**
20. **BASSENGA (Fiellot T'ov Fresnay)**
21. **MANGUE KENGNE (Lorie Claire)**
22. **MOUEMETH (Ella Ngonon)**
23. **OSSETE (Igor Boris)**
24. **EBANDZA (Francis Armel)**
25. **MOUKILOU (Daniel)**
26. **ELENGA (Aristide)**
27. **KIBITI BAVOUEZA (Kardeck Défi)**
28. **NGOUYA (Didier)**
29. **TONI KOUMBA (Edson Wencelah)**
30. **TCHIBINDA KOKA (Gay Vertu)**
31. **BOULOUKOUET KABAT (Mersch)**
32. **GAMBOU (Cynthia Olivière)**
33. **ISSANGA (Riset Rodrigue Ulrich)**
34. **MOYEN MONKOUAH)**
35. **OBEA MAKONGO KOUMOU)**
36. **OSSETE (Zéphirin)**
37. **DIMI NIANGA DZO**
38. **MBEMBA TALANTSI (Chancelle Nuptia Joklèse)**
39. **MONKESSA (Judicaël)**
40. **MOUKIAMA MBERI (Davy Cédric Yann)**
41. **MOUMBOLO (Bhobyh Marpaul Mick)**
42. **MPASSI MIALOUNDAMA (Ludovic)**
43. **NZIOU Fred (Lewis Dany)**
44. **OBARA NGOLI (Reine Emeline)**
45. **WANDO (Wenceslas Ruddy)**
46. **TONTOLA KIBONGUI (Cherubin)**
47. **MABECKET MABONI ITSA (Hudel Belgenth)**
48. **MOLEBE (Amar Zita)**
49. **MOCKO (Rock Charly)**
50. **PANDI MOUKOKO (Eric)**
51. **GAIKO (Chyderique Vostel)**
52. **LEKOUETE (Justin Raude)**
53. **NKOUKA MADEDE (Gildas Judicaël)**
54. **OLLONGO ITOUA (Muller Penser Farrehl)**
55. **MOUYOUNGA (Ulrich)**
56. **NTONDELE MASSAMBA (Nicaise)**
57. **M'PAN GANDZIEN OKANA (Melaine)**

Arrêtée la présente liste à cinquante-sept noms.

PARTIE NON OFFICIELLE**- ANNONCE -**

ANNONCE LEGALE

CHAMBRE DEPARTEMENTALE DES NOTAIRES
DE BRAZZAVILLE

OFFICE NOTARIAL GALIBA

Me Henriette Lucie Arlette GALIBA
3, avenue du Général Antonetti, Marché Plateau
Centre-ville
Boîte Postale 964 / Tél.: 540-93-13; 672-79-24 / E-
mail : notaire_galihen@yahoo.fr

REPUBLIQUE DU CONGO
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE OYALI
en sigle « SCI OYALI »

Société Civile Immobilière
Capital social : 2.000.000 Francs CFA
Siège social : 69, Avenue de l'Amitié, Ravin de la
Mission, Centre-ville, Brazzaville
RCCM :10 D 71

REPUBLIQUE DU CONGO

INSERTION LEGALE

Aux termes d'un acte sous seing en date à Brazzaville du 8 avril 2010 comportant statuts de la société dénommée « Société Civile Immobilière OYALI », déposé au rang des minutes de Maître Henriette L. A. GALIBA, Notaire titulaire d'un Office à la résidence de Brazzaville, le 12 avril 2010, enregistré le 13 avril 2010, à la recette des impôts de Bacongo, folio 065/8, n° 259, il a été constitué une société civile présentant les caractéristiques suivantes

Forme juridique : Société civile.

Dénomination sociale : « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE OYALI », en sigle « SCI OYALI ».

Siège social : 69, Avenue de l'Amitié, Ravin de la Maison, Centre-ville, Brazzaville, (République du Congo).

Capital social : Deux Millions (2.000.000) de Francs CFA, divisé en Deux Cents (200) parts sociales de Dix Mille (10.000) Francs CFA chacune entièrement souscrites et libérées en numéraires.

Objet social : la société a pour objet tant en République du Congo que partout ailleurs à l'étranger :

- L'acquisition, la propriété, l'administration, l'entretien et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens immeubles que ce soit à usage de bureau ou commercial ou d'habitation ;
- L'obtention de toute ouverture de crédit avec ou sans garantie hypothécaire en vue de réaliser l'objet social ou de permettre à la société d'acquitter toutes les sommes dont elles pourraient être débitrices à quelques titres et pour quelque cause que ce soit ;
- Et généralement, la société pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet ci-dessus, lui être utiles ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement.

Durée : La durée de la société est de 99 ans à compter de la signature des statuts de ladite société, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Apports en numéraire : Suivant acte authentique susnommé, les souscripteurs des parts de la société ont déclaré avoir libéré en intégralité leurs parts sociales.

Gérance : La société est co-gérée par Messieurs Gérald Alain GEERAERT et Alain Fernand Augustin ROUX pour une durée illimitée.

Dépôt au Greffe : Les actes constitutifs ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 15 avril 2010, sous le n° 10 DA 71.

Immatriculation : La société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, le 15 avril 2010, sous le n° 10 D 71.

Pour insertion

Maître Henriette L. A. GALIBA
Notaire

Imprimé dans les ateliers
de l'Imprimerie du Journal Officiel
B.P. : 2087 - Brazzaville

